

*Loi anti-inflation*

Je dis donc tout simplement que ce bill nous est présenté pour des motifs purement cosmétiques. Je le dis tout simplement, publiquement et formellement. Si cela n'allait pas à l'encontre de l'éthique parlementaire, je dirais «hypocrites»: mais cela est un peu fort. Alors, je dis tout simplement: «cosmétiques».

Nous sommes dans la dernière période pour présenter des rapports, et l'on prévoit que la direction de la Commission anti-inflation dépassera le 31 décembre pour tout ce qui a trait à l'administration régulière. J'aurais cru que cela était compris dans la loi de 1975. Mais il faut examiner les *Débats* de 1975 pour se rendre compte que l'opposition, à cette époque, a bel et bien informé le public et qu'elle a critiqué la loi présentée—je crois qu'il s'agissait du bill C-89 à l'époque,—et on n'a jamais vu un tel méli-mélo, quelque chose de ramassé dans je ne sais quoi, dans quelque coin, pour nous être présenté avec urgence. Je me souviens bien des premières réunions sur la loi anti-inflation qui ont eu lieu dans la salle des comités des Chemins de fer et de l'empressément des ministériels. Si un député de l'opposition osait critiquer ou interroger, il était obstructionniste. Cela s'imposait! Oui, cela s'imposait aux mois d'octobre et de novembre 1975, mais ces mêmes députés, sous la tutelle du très honorable premier ministre (M. Trudeau), on les a entendus pendant l'exercice électoral de 1974, condamnant tout forum de contrôle sur les revenus et sur les prix.

Mais, il y avait une différence. Dans la Bible, on nous parle de la conversion de saint Paul sur le chemin de Damas, mais cette fois-ci, par exemple, entre je ne sais quel endroit et Ottawa, pendant l'année 1974-1975, il y a eu une conversion de saint Pierre. Je l'appelle «Saint Pierre», je le dis tout simplement par comparaison, parce que je doute fort que lui ou moi désire qu'il soit canonisé! Mais c'est donc singulier, par exemple, de voir de quelle façon se sont pliés ses apôtres, les députés ministériels. Tout de suite est venue la conversion aux contrôles, et ceux d'entre nous qui avons une certaine indulgence, je l'espère, avons vu qu'il y avait des lacunes dans le projet de loi.

Monsieur le président, si un député de l'opposition, si mon confrère de York-Simcoe (M. Stevens), si celui de Don Valley (M. Gillies) et d'autres collègues nous n'osions critiquer le projet de loi, nous nous faisons vertement critiquer non seulement par le gouvernement mais par une presse non objective, non instruite sur le sujet. C'était à l'époque, comment dirais-je, le mot d'ordre . . .

● (1552)

*[Traduction]*

Pour être dans le vent, il fallait être en faveur des contrôles, s'y convertir et s'embarquer dans le mouvement. Cela répondait à l'esprit du premier ministre pétulant du Canada, peu importe la route, la ruelle ou le sentier perdu où il choisit de faire ses cabrioles, de trotter, de marcher ou simplement de se balader.

Il est vrai, cependant, que certains audacieux s'y sont opposés. Nous de l'opposition officielle, nous nous sommes dissociés entièrement des motifs dont les néo-démocrates se sont inspirés pour s'opposer aux contrôles. J'avais été témoin de leurs volte-face en 1974. Pendant la campagne électorale, leur ancien chef avait passé trois semaines en Ontario pour essayer de démolir le programme. C'est bien le seul endroit où il ait remporté des succès.

● (1602)

Le contrôle des prix et des salaires était demandé par le parti conservateur depuis le début de 1973. J'estime qu'il était tout à fait normal d'exposer en détail à la population un programme de ce genre. Tout le monde sait que dans les éditoriaux et partout, on demande chaque semaine aux partis d'opposition d'exposer leur programme. De même que la population attend des supermarchés, les Steinberg, les Dominion, les Loblaw et les A&P dans l'Est, les Woodwards et Safeway dans l'Ouest qu'ils lui fassent savoir chaque semaine le prix du chou, de la côtelette, du jus d'orange et de tout le reste, elle veut aussi savoir chaque semaine, paraît-il, ce que pense chaque parti politique sur telle ou telle question. L'opinion a simplement montré en 1974 qu'elle n'aimait pas du tout ce genre de réaction devant le dévoilement d'un programme. Pendant tout ce temps, l'opinion a eu à sa disposition le programme le plus détaillé d'action économique. Elle disposait de tous les éléments nécessaires, et il ne s'agissait pas d'un truc présenté au dernier moment. Cela a été exposé ici même à la Chambre.

Dans le débat budgétaire de 1973, j'avais annoncé pour la première fois que cela figurait à notre programme, et mon collègue le député de Don Valley l'avait communiqué, comme il avait été convenu de le faire dans le temps mis à notre disposition pour le débat. Nous avons mis cartes sur table. Nous n'avons pris personne par surprise, et rien n'y a changé, malgré ce que peuvent dire certains bonzes et critiques politiques.

Le NPD s'en est pris sauvagement à ce programme, n'y trouvant rien de bon. Son ancien chef a proposé à la place une commission de révision des prix. Fallait-il qu'il trouve la population bête pour croire qu'elle tomberait dans le panneau. Il proposait une autre forme de contrôle des prix et des salaires. Sa commission se serait occupée surtout des prix et je suppose des profits. Mais dans les prix interviennent le coût de l'outillage, le coût de l'argent et le coût de la main-d'œuvre. Et quand je parle du coût de la main-d'œuvre, je ne parle pas seulement de la main-d'œuvre manuelle mais aussi du personnel de gestion. Tout cela intervient dans les coûts de production. La commission de révision des prix se serait penchée sur toutes les demandes de hausse des prix à la consommation.

Ceci n'était qu'un revirement apparent et qui a eu pour résultat le plus clair que l'électorat de l'Ontario et de la Colombie-Britannique a envoyé promener les néo-démocrates. Le chef du parti a perdu son siège, à mon avis à cause de son manque total de sincérité, lorsqu'il s'en est pris au programme de contrôle des prix et des salaires, en 1974. En fait, le gouvernement a vraiment desservi autant que faire se peut le public du Canada, et en 1978, nous héritons de tous les problèmes qui découlent de ses atermoiements, de ses politiques néfastes et de ses erreurs de 1972.

Le budget de 1972 de John Turner était un budget expansionniste totalement contre-indiqué, particulièrement si l'on se souvient que le premier ministre s'était vanté en 1969 que l'inflation avait été liquidée et jugulée. Sa déclaration contredisait ainsi les chiffres émanant du Bureau des statistiques ou de n'importe quelle autre source qui indiquaient qu'elle se maintiendrait. Le premier ministre cherchait à tromper le public canadien, à supposer qu'il ait su ce qu'il disait. Et je dois lui reconnaître une certaine intelligence. Je ne crois donc